

\* Marie-France LUDMANN-OBIER: **Die Kontrolle der chemischen Industrie in der französischen Besatzungszone 1945- 1949**. Ed. von Hase & Koehler, Mainz 1989, 191p.

Dans de nombreux domaines, les recherches récentes ont sensiblement nuancé l'image traditionnelle et simplificatrice de l'occupation française en Allemagne après la Seconde Guerre mondiale; toutefois, les activités économiques et industrielles de la France dans sa zone suivaient de loin cette évolution historiographique: l'idée d'une démarche purement destructive des Français entravant tout développement vers une reconstruction de l'industrie allemande et traitant la ZFO comme « colonie d'exploitation » continue à faire l'unanimité chez les contemporains aussi bien que chez la plupart des historiens. Cependant, ces thèses ne cor-

aus : Circul Forum n° 8 (1989) S. 16-18

respondent que partiellement à la réalité car, au fur et à mesure que la recherche avance, la politique économique française révèle la même complexité et les mêmes ambivalences que la politique d'occupation dans son ensemble.

Le livre de Marie-France Ludmann-Obier, version allemande d'une thèse de doctorat soutenue à l'Université de Strasbourg III en 1986, se montre aussi ambivalent que la politique qu'elle analyse: le fait d'être chimiste de formation s'avère, d'une part, avantageux pour la compréhension des conditions de production, des processus techniques et des insuffisances matérielles, mais, d'autre part, implique des limites pour l'appréhension des problèmes historiques de fond et des questions historiographiquement primordiales. L'auteur semble en effet peu conscient de la portée des résultats obtenus dans son étude spécifique, tire rarement les conclusions évidentes de ses propres idées, néglige les interactions entre politique intérieure et politique extérieure françaises ainsi qu'entre politique allemande et politique d'occupation et relie, finalement, peu souvent les thèses avancées aux publications de ces dernières années et aux notables modifications dont celles-ci étaient porteuses.

Au regard de l'inexistence des travaux concernant les aspects économiques, financiers et industriels de l'occupation sur la base des archives françaises nouvellement accessibles, cet ouvrage est néanmoins très riche et d'une utilité certaine: mettant en lumière bon nombre d'éléments originaux par la description minutieuse des approches et des pratiques du contrôle de l'industrie chimique en ZFO, Marie-France Ludmann-Obier confirme l'existence de composantes constructives dans un domaine réputé jusqu'à présent exclusivement destructif et contribue ainsi à la mise en cause d'un mythe historique longtemps inébranlable. Examiné sous cet angle, le livre constitue, malgré ses lacunes et ses étroitesse de vues, un apport précieux à la recherche sur la politique française d'après-guerre en et envers l'Allemagne, politique dont plusieurs traits importants sont nettement mis en évidence.

L'intérêt majeur étant, pour des raisons de sécurité à long terme, de profiter au maximum de la productivité industrielle en ZFO et d'orienter la fabrication allemande en fonction des nécessités immédiates de reconstruction et de modernisation dans l'hexagone, la logique de la politique économique des Français consistait non pas à détruire le potentiel sur place ou à

imposer, conformément aux démarches américaines, un arrêt total de la production chimique. Bien au contraire, il importait de rouvrir les usines sous contrôle français, d'augmenter leur rendement et de faire bénéficier la France des exportations allemandes. Cette ligne de conduite, reconnue selon l'auteur par la population de la zone, avait deux conséquences d'envergure: d'abord, en raison des contraintes matérielles, elle impliquait, par intérêt plutôt que par idéalisme, des tentatives de reconstruction partielle ainsi que la mise à disposition d'outillages convenables et de matières premières pour assurer la reprise de la production chimique le plus vite possible; ensuite, elle faisait échapper, en grande partie, les équipements de l'industrie chimique aux vagues de démontages de 1945/46 et, surtout, de 1947.

Bien entendu, la politique française à l'égard de l'industrie chimique allemande n'apparaît ni cohérente ni entièrement créative. M.-F. Ludmann-Obier, décrivant notamment l'administration de l'I.G. Farben à titre d'exemple, attribue les difficultés du contrôle et les ambiguïtés des activités industrielles aux causes suivantes: la sous-estimation des contraintes sur le terrain, la pénurie d'énergie et de matières premières contrariant même la prompte reprise de la production; la lourdeur effroyable de l'administration française d'occupation avec ses structures parallèles, ses conflits personnels et ses problèmes de communication entre les différents échelons administratifs à Baden-Baden, Berlin et dans les Länder; l'enchevêtrement des instances décisionnelles parisiennes et leur manque d'efficacité. Dans la droite ligne des directives économiques peu précises, voire conflictuelles, du Comité interministériel des affaires allemandes et autrichiennes, auquel l'auteur attache sans doute trop peu d'importance pour la période 1945/46, la politique industrielle française en ZFO oscillait inéluctablement entre des aspects de mise en valeur et de reconstruction, entraînant, en fin de compte, plus de dégâts et de méprises politiques que d'avantages économiques pour la France.

Même le contrôle étroit de la recherche chimique allemande et, en particulier, les tentatives françaises de « transferts technologiques », analysées pour la première fois dans cet ouvrage, ne se soldèrent pas vraiment par un succès à court terme. Certes, entrant en concurrence avec les alliés, les Français recrutèrent entre 2000 et 3000 chercheurs et techniciens allemands de haut niveau, profitèrent de l'accès aux brevets et aux techniques de production et

tirèrent des leçons des structures spécifiques de l'industrie chimique en Allemagne. Pourtant, ils ne découvrirent, contrairement à leurs espoirs, ni d'extraordinaires secrets d'entreprise ni de solution miracle pour la modernisation industrielle en France. Les retentissements positifs se situaient, en revanche, plutôt sur le plan des liens humains et économiques franco-allemands à long terme: la qualité et la durabilité des relations entre Français et Allemands, travaillant dans les mêmes établissements pour surmonter les difficultés matérielles, ainsi que des interdépendances entre les entreprises chimiques des deux côtés contribuèrent sans aucun doute, selon M.-F. Ludmann-Obier, à jeter les bases de la coopération économique étroite qui s'est développée entre la France et la République fédérale dans les années 50.

Même si d'importantes questions de recherche attendent encore une réponse satisfaisante, et même si les résultats découlant de ce livre attendent encore d'être comparés à ceux qui fourniront des études sur d'autres branches industrielles en ZFO, le bien-fondé de la révision, au moins partielle, concernant l'image traditionnelle et presque purement négative de la politique économique française en Allemagne après la Seconde Guerre mondiale ne peut désormais plus faire de doute.

(Dietmar Hüser, Univ. de Sarrebruck)